



## Notre soutien aux centres sociaux de la Gironde

Nous sommes interpellés de façon de plus en plus pressante sur les conséquences catastrophiques du PLF 2025 imposé par le gouvernement Bayrou.

Nous sommes évidemment sensibles à la détresse des associations, collectifs, enseignants, micro-entrepreneurs, personnels soignants, agriculteurs, qui nous alertent sur les suppressions d'emplois qui se succèdent.

Malheureusement nous connaissons les conséquences effroyables que ce budget va avoir sur la vie de nos concitoyens, que nous avons tenté d'empêcher en votant la censure avec nos camarades écologistes et communistes.

Les départements sont les premières collectivités touchées par l'austérité budgétaire, cumulant des droits de mutation en berne et des dépenses sociales qui croissent inexorablement.

Sur la Gironde, cette baisse de financement va avoir des répercussions sur l'ensemble des missions de service public dévolues au Conseil Départemental et aux Associations qui les mettent en œuvre.

L'annonce de la fermeture du DMARR (Dispositif de mise à l'abri, de repli et de respiration) ou l'arrêt du REAJ'33 en sont des illustrations inquiétantes.

Le gouvernement Bayrou, soutenu par les droites et l'extrême droite, avec son budget pour les ultra-riches est responsable de cette situation.

Aussi, nous joignons nos voix à celle de la **Fédération des centres sociaux de la Gironde** pour réclamer:

- l'ouverture effective des chantiers autour du **renouvellement du modèle économique des centres sociaux**, comme s'y était engagée Mme Vautrin le 7 mars dernier, en cohérence avec le sens du projet et de l'approche centre social dans les territoires (refonte du modèle économique de l'animation coordination globale, renforcement des fonctions de l'animation collective famille, modèle économique des centres de loisirs à repenser, qualité et conditions de la coopération), et de **la lutte contre la surcharge administrative**
- Au déblocage d'un nouveau **fonds d'urgence en 2025** pour permettre aux structures les plus en difficulté, toujours plus nombreuses, de **passer le cap de l'année 2025 dans l'attente de réponses plus structurelles.**

**Mathilde FELD**, députée LFI-NFP

**Loïc PRUDHOMME**, député LFI-NFP

**Nicolas THIERRY**, député Groupe Écologiste et social